

Strasbourg, le 7 juin 2022

EPAS(2021)72

Accord partiel élargi sur le sport (APES)

Conférence sur l'intégrité dans le sport

6-7 décembre 2021

Format hybride :

Rome (Villa Ruffo, 27 Via di Villa Ruffo) et en ligne

Organisée par l'Accord partiel élargi sur le sport (APES)
et le Département italien du sport
dans le cadre de la présidence italienne du Conseil de l'Europe

Rapport

Dans le cadre de la présidence italienne du Comité des Ministres, l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) du Conseil de l'Europe et le Département italien du sport ont organisé une conférence sur l'intégrité dans le sport. Cette conférence fait suite aux importants travaux menés par l'APES et la Division des conventions du sport du Conseil de l'Europe, en particulier dans les trois domaines suivants :

- l'élaboration de lignes directrices sur l'intégrité ;
- la lutte contre la manipulation de compétitions sportives (Convention de Macolin) ; et
- la promotion de la bonne gouvernance dans le sport.

Ces trois dimensions sont interdépendantes et conformes aux priorités stratégiques 2022-2025 du Conseil de l'Europe dans le domaine du sport.

La conférence vise principalement à présenter et à planifier les prochaines étapes à suivre pour l'APES, le Comité Macolin et les organisations partenaires dans les trois domaines susmentionnés. La conférence s'ouvre sur des allocutions de Michele Sciscioli, chef du Département italien du sport, représentant la présidence italienne du Conseil des ministres, qui prononce un discours de Valentina Vezzali, sous-secrétaire italienne aux sports, et de Bjørn Berge, Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe. Elle sert, pendant les deux jours, de plateforme d'échange de savoir-faire et d'idées dans le cadre de trois séances d'introduction et de quatre tables rondes (voir l'annexe I pour le programme complet et l'annexe II pour la liste des intervenants et des participants).

La conférence réunit plus de 20 intervenants internationaux de haut niveau, issus de divers horizons et secteurs, qui présentent leurs idées stimulantes de manière pragmatique, avec des résultats tangibles. Elle est aussi suivie en ligne par 250 participants des cinq continents.

Des représentants de diverses organisations internationales, dont Interpol et l'Unesco, des représentants des pouvoirs publics, des experts internationaux de l'intégrité dans le sport, des procureurs de haut niveau, des représentants de la police, des agents de la division anti-corruption, des universitaires, des régulateurs d'organisations de paris ainsi que des représentants du CIO et d'organisations sportives réaffirment que le Conseil de l'Europe est un partenaire fiable et essentiel pour relever les défis européens et mondiaux liés à l'intégrité dans le sport, influencer sur le cours des choses par des partenariats et par la coopération tout en établissant une plateforme de coopération efficace entre les gouvernements et les organisations sportives.

Le Gouvernement italien s'engage fermement à défendre les valeurs éthiques du sport – aspect clé de la Charte européenne du sport révisée – et explique comment l'Italie s'y est pris pour accorder la priorité à des politiques efficaces de bonne gouvernance dans le sport, à la lutte contre la corruption et à la garantie des valeurs du sport et des valeurs des sociétés démocratiques dans tous les secteurs du sport, en se chargeant de fournir aux organismes sportifs des instruments juridiques efficaces qui favorisent la bonne gouvernance.

Les discussions montrent que ce travail est indispensable, que le dialogue est vital et que la planification future est capitale pour susciter un changement.

Les conclusions de la conférence, qui auront des répercussions sur les travaux de la Division Sport du Conseil de l'Europe, peuvent être regroupées comme suit :

1. Vers une approche globale de l'intégrité dans le sport

La Sixième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO (MINEPS VI) a adopté, le 15 juillet 2017, le Plan d'action de Kazan. L'APES a eu l'honneur de préparer des lignes directrices détaillées visant à améliorer l'intégrité dans le sport conformément à l'action 3 du Plan d'action de Kazan. Ces lignes directrices recensent cinq domaines d'action :

1. protéger les droits, la sécurité et la sûreté des sportifs, des spectateurs, des travailleurs et des autres groupes concernés ;
2. prévenir et traiter le harcèlement et les abus dans le sport ;
3. promouvoir la bonne gouvernance des organisations sportives ;
4. renforcer les mesures contre la manipulation de compétitions sportives ;
5. fournir un cadre de politique antidopage approprié, assurer sa mise en œuvre et proposer des mesures d'application efficaces.

La conférence est l'occasion de s'interroger sur la meilleure façon de promouvoir et de mettre en œuvre ces lignes directrices. Il est souligné qu'une approche globale est la seule solution possible et vraisemblable, ce qui suppose méthode, pragmatisme et expérience pratique. Cette approche a pour ambition de faire évoluer les mentalités pour obtenir des résultats significatifs, comme le confirment un certain nombre de pays pionniers qui ont déjà mis en place des politiques et des structures sportives transversales (Finlande, Australie, etc.).

Face aux nombreux défis qui subsistent, il n'est ni réaliste ni efficace de s'attaquer à toutes ces menaces en même temps :

- intégrité des personnes ;
- intégrité des compétitions ;
- intégrité des organisations.

Un changement de paradigme est nécessaire en ce qui concerne l'intégrité dans le sport – il s'agit de passer d'une mentalité de cloisonnement à une approche fondée sur le risque, sachant que les pays font face à différents problèmes et à des contraintes en matière d'intégrité. Les questions d'intégrité donnent souvent lieu à des infractions pénales, et les ministères des sports peuvent jouer un rôle clé en prenant des mesures correctives tout en renforçant la coopération transversale avec les autorités chargées de veiller au respect de la loi.

Les intervenants saluent les lignes directrices sur l'intégrité du Plan d'action de Kazan, y voyant un outil sans équivalent pour favoriser l'intégrité dans le sport à un moment où les menaces restent importantes et où la sensibilisation des gouvernements et leur capacité à y faire face ne sont pas encore optimales. Des outils pratiques sont nécessaires pour promouvoir leur mise en œuvre de même qu'une communication adéquate. Les prochaines étapes sont les suivantes :

Mise en œuvre

- Méthodologie d'évaluation des risques – en tant qu'outil de mise en œuvre pour les pays souhaitant développer ou revoir leur politique d'intégrité dans le sport, sur la base d'une coopération transversale entre les ministères du sport et les autorités chargées de veiller au respect de la loi.
- Coopération et conseils pour le développement de politiques d'intégrité dans le sport (par exemple au Monténégro ou en Macédoine du Nord en 2022).
- Ateliers avec des pays non européens.

Communication

- Vidéos.
- Par l'intermédiaire des manifestations en cours, par exemple la 5^e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS).

2. Lutte contre la manipulation de compétitions sportives (Convention de Macolin)

La Convention de Macolin est le seul texte international juridiquement contraignant en matière de lutte contre la manipulation de compétitions sportives. Elle fournit un cadre juridique commun propice à la mise en place d'une coopération internationale effective face à cette menace mondiale et invite les

autorités publiques à coopérer avec les organisations sportives, les opérateurs de paris et les organisateurs de compétitions pour prévenir, détecter et sanctionner la manipulation de compétitions sportives. Le Comité Macolin a commencé à travailler sur plusieurs domaines prioritaires : la promotion de la Convention de Macolin, l'évaluation de sa mise en œuvre, l'établissement de la liste des organisations sportives concernées et l'intégration du Réseau des plateformes nationales (« le Groupe de Copenhague ») en tant que groupe consultatif. Cette séance est l'occasion d'aborder les thèmes clés que sont le partage d'informations et la protection des données au regard de la Convention de Macolin, avec deux enjeux : la coopération multipartite et l'échange de renseignements.

Le sujet du partage d'informations et de la protection des données est complexe et associe de multiples acteurs. Le suivi, en accès libre, de la corruption dans le sport est possible et doit être abordé par les parties prenantes moyennant une communication cohérente, l'amélioration de la qualité de la base de données (cohérence, exactitude des données) tout en veillant à l'interprétation des données (l'identification d'un plus grand nombre de cas est souvent la preuve de l'efficacité des contrôles et non d'une corruption accrue).

Outils pratiques nécessaires :

- l'outil du Groupe de Copenhague pour l'échange d'informations ;
- le Manuel sur l'échange de données (élaboré par des experts internationaux en protection des données, l'université de la Sorbonne et l'ICSS), que l'APES publiera prochainement.

Il conviendrait de renforcer le rôle des procureurs et la coopération avec les procureurs, dont une plus forte implication est à la fois souhaitée et attendue (exemples de l'Italie, de la Belgique) dans un cadre où les organes chargés de veiller au respect de la loi jouent un rôle clé. À cette fin, les prochaines étapes seraient les suivantes :

- élaboration d'un nouveau mécanisme fondé sur les dispositions de la Convention qui facilite le partage d'informations dans le plein respect des exigences applicables en matière de protection des données ;
- constitution d'un groupe de procureurs ayant une connaissance et une expérience pratique du sujet des matchs truqués.

3. Mise en œuvre de la bonne gouvernance afin d'atténuer le risque de corruption

Le Partenariat international contre la corruption dans le sport (IPACS), réseau informel réunissant des organisations intergouvernementales, des organisations sportives internationales et des gouvernements, joue un rôle essentiel en coordonnant les efforts des différentes parties prenantes à la lutte contre la corruption dans la gouvernance du sport (GRECO, États membres et organismes sportifs).

Parmi les quatre *task forces* créées par l'IPACS pour améliorer la coordination et l'action contre la corruption dans la gouvernance du sport, la *task force* 3 est chargée de définir un critère de référence pour la gouvernance du sport (approuvé en 2020), reconnu à la fois par le mouvement sportif international et par les gouvernements, et applicable aux niveaux national et international, ainsi que de présenter des options pour conseiller, promouvoir et contrôler le respect. Les lignes directrices sont actuellement en préparation. Ce critère de référence comporte les cinq dimensions suivantes :

- transparence ;
- intégrité ;
- démocratie ;
- développement et solidarité ;
- mécanismes d'équilibre des pouvoirs/de contrôle.

La Charte européenne du sport révisée, adoptée en octobre 2021, souligne l'importance de la bonne gouvernance dans le sport, en particulier en ce qui concerne les pouvoirs publics et le mouvement sportif, et fait référence aux instruments du Conseil de l'Europe dans ce domaine, notamment la Recommandation CM/Rec(2018)12 sur la promotion de la bonne gouvernance dans le sport.

La bonne gouvernance est complexe ; elle englobe la lutte contre la corruption et est déterminante pour la prévention et la réduction du risque de corruption. La conférence est l'occasion de relier ces dimensions aux principes de haut niveau de la présidence italienne du G20, tout en tirant des enseignements d'exemples pratiques montrant comment le soutien et le suivi aboutissent à la bonne gouvernance dans le sport, tandis que l'absence de responsabilisation, de transparence et d'examen public conduisent à la corruption dans le sport ; les organisations sportives doivent donc fonctionner en tenant dûment compte des obligations d'autonomie et en observant les lois pénales applicables afin de prévenir et de contrer la corruption et les infractions graves en substance.

Les 50 recommandations de l'IPACS les plus importantes pour les gouvernements sont les suivantes :

- transparence financière (publication de rapports et d'audits financiers pour accroître la confiance de la population, des autorités et des parties prenantes dans l'utilisation des fonds) ;
- enquête sur les questions d'intégrité (incidents affectant l'intégrité des compétitions sportives) ;
- création de comités d'éthique dont le mandat est limité, règles pour se conformer aux lois nationales.

Pour l'avenir :

- promotion des recommandations (par des manifestations ayant un retentissement, les organisations sportives internationales et nationales) ;
- communication et mise en œuvre par :
 - l'éducation,
 - la consultation d'experts (comité d'examen),
 - des processus d'évaluation : examens, monitoring.

Les différents rôles à jouer pour parvenir à une bonne gouvernance dans les organisations sportives sont mis en évidence dans la Recommandation CM/Rec(2018)12 du Comité des Ministres aux États membres relative à la promotion de la bonne gouvernance. Voici quelques illustrations du suivi des principes de bonne gouvernance (par opposition à l'ingérence dans le processus décisionnel) :

- chartes ou lois nationales (associations, financements publics, organisations sportives), par exemple Royaume-Uni ;
- nécessité d'obtenir un financement public – bonne gouvernance de l'organisation ;
- services consultatifs de l'Agence nationale de lutte contre la corruption aux organisations sportives pour renforcer les exigences en matière de lutte contre la corruption.

Plusieurs questions appellent une attention particulière pour ce qui est des relations entre les gouvernements et les organisations sportives :

- conflits d'intérêts (nomination des dirigeants) ;
- caractère lucratif, non lucratif ;
- détournement des ressources des organisations sportives pour leur propre usage – autonomie.

Les exemples font ressortir, dans la plupart des cas, une coopération et une transparence au niveau national, les échanges favorisant la confiance plutôt que la définition de territoires.

A l'avenir, l'IPACS pourra contribuer à une approche multisectorielle, avec des partenariats pertinents dans lesquels toutes les parties prenantes joueront un rôle important (gouvernements, organisations sportives, consultants, ONG, organisations promouvant le sport pour tous, universitaires) en tant qu'éléments moteurs de la concordance et non de l'exclusivité.

TENDANCES GÉNÉRALES

Les intervenants soulignent l'intérêt d'une identité de vues, de références partagées et d'éventuelles normes internationales pour :

- coordonner la réaction aux menaces qui pèsent sur l'intégrité au niveau national et entre les parties prenantes ;
- favoriser la formalisation et l'adoption de normes éventuelles au niveau national ;
 - surmonter les obstacles nationaux,
 - éviter que les menaces qui pèsent sur l'intégrité dans le sport ne soient pas prises au sérieux,
 - lobbying,
 - fédéralisme,
- faciliter l'échange d'informations.

Prochaines étapes proposées :

- large adhésion à la Convention de Macolin et large ratification du texte afin d'en étendre la mise en œuvre ;
- recours aux 6 principes de haut niveau du G20 adoptés dans le cadre de la présidence italienne en 2021.

Il conviendrait de renforcer l'application de la loi compte tenu des exemples de failles existantes dans le droit pénal (par exemple la corruption dans le secteur privé).

- continuer à travailler avec le GRECO sur ce point ;
- promouvoir les dispositions types de l'ONUDC sur la corruption dans le sport ;
- promouvoir d'autres matériels techniques pertinents et des lignes directrices nationales et internationales.

L'application de la loi ne figurant pas toujours en tête des priorités politiques, il convient de sensibiliser l'opinion en présentant des affaires relatives au crime organisé et les jugements rendus en pareil cas.

Deux questions appellent une attention particulière :

1. Infractions financières

- profits tirés d'activités illégales ;
- blanchiment d'argent ;
- saisie et confiscation
 - nécessité d'autres recherches ;
 - renforcement de la coopération avec les secteurs du Conseil de l'Europe chargés du droit pénal et du blanchiment d'argent.

2. Signalement par des lanceurs d'alerte

- identification des moyens les plus efficaces de traiter des cas concrets et de sanctionner les délinquants ;
- rôle essentiel des parties prenantes (comme la plateforme des sportifs) ;
- rôle du journalisme d'investigation.

Ces conclusions, qui sont conformes aux priorités stratégiques 2022-2025 du Conseil de l'Europe dans le domaine du sport et aux 6 principes de haut niveau de la présidence italienne du G20 2021, visent à maintenir et à renforcer le rôle et les effets positifs du sport. À cette fin, il importe de garantir l'équité et le respect des valeurs éthiques et morales dans le sport, quels que soient le niveau de compétition et les implications économiques qui y sont associées en le préservant des risques de corruption par un engagement résolu des partenaires nationaux et internationaux.

Annexe I – Programme**Jour 1 – Lundi 6 décembre**

- 13 h 30** **Arrivée des intervenants**
- 14 h 30** **Ouverture de la conférence**
Allocutions de :
Valentina Vezzali, Sous-secrétaire d'Etat aux Sports, Italie
Bjørn Berge, Conseil de l'Europe, Secrétaire général adjoint
- 15 h - 16 h 30** **Séance 1 – Vers une approche holistique de l'intégrité dans le sport**
- 15 h - 15 h 30** **Philipp Müller-Wirth**, Unesco, Chef de la Section des sports
Satu Heikkinen, Ministère finlandais de l'Education et de la Culture,
Division du Sport, Conseillère principale
Maria Vittoria De Simone, Procureur nationale adjointe, Agence italienne
antimafia DNA, Task Force italienne du G20
- 15 h 30 - 16 h** **Discussion animée par Paolo Bertaccini Bonoli (Institut IISISS)**
Silvija Mitevska, Gouvernement de Macédoine du Nord, Conseillère aux
sports
László Földi, Expert indépendant
Jason Whybrow, Sport Integrity Australia, Directeur des paris sportifs et
de la manipulation des compétitions
Claudio Marinelli, Interpol, Direction du Crime Organisé et Emergent,
Réseaux Criminels / Anti-corruption, Officier de Renseignement Criminel
- 16 h - 16 h 30** **Questions/réponses**
- 16 h 30 - 17 h** **Pause**

17 h - 19 h **Séance 2 – Manipulation des compétitions sportives**

17 h - 17 h 30 **Exposés introductifs de :**

Sophie Kwasny, Conseil de l'Europe, Cheffe de la Division des conventions du sport

Roberto Ribaldo, Ministre de l'intérieur, Italie, Coopération internationale de la police SCIP, Directeur de la Division de la criminalité économique et financière au Bureau central national INTERPOL à Rome

Eric Bisschop, Procureur fédéral adjoint, Belgique

17 h 30 - 18 h **Discussion animée par Valérie Peano (EGLA)**

Corentin Segalen, Coordinateur de la Plateforme nationale française de lutte contre la manipulation des compétitions sportives, Président du Groupe de Copenhague

Salomeja Zaksaitė, Institut de droit du Centre lituanien des sciences sociales, Présidente de la Commission Fair-play de la FIDE (Fédération internationale des échecs)

Daniel Cooper, Covington, Consultant

Sergio D'Orsi, Europol, Centre européen de lutte contre la criminalité financière et économique (EFECC), Projet d'analyse Corruption dans le sport, Chef de service

18 h -19 h **Questions/réponses**

19 h - 20 h 30 **Réception**

A partir de 20 h **Dîner (facultatif)**

Jour 2 – Mardi 7 décembre

9 h 30 - 12 h 30 **Séance 3 – Mise en œuvre d'une bonne gouvernance pour atténuer le risque de corruption**

9 h 30 - 9 h 40 **Tatiana Mesquita Nunes**, Division anti-corruption/Département des questions extrajudiciaires/Bureau du consultant général, Brésil

9 h 40 – 10 h 30 **Thème a) : La bonne gouvernance dans le sport pour atténuer le risque de corruption**

- 9 h 40 – 9 h 50** **Stefano Caneppele**, Université de Lausanne, Ecole des sciences criminelles
- 9 h 50 - 10 h 30** **Discussion animée par Izadora Zubek (Agence française anticorruption (AFA), Chargée de mission adjointe à l'action internationale)**
- Alexandre Husting**, Président du Comité de direction de l'APES
- Viktoria Slavkova**, Coordinatrice du Groupe de contact européen sur IPACS
- Pâquerette Girard Zappelli**, Comité international olympique, Directrice en charge de l'éthique et de la conformité
- Ugo Taucer**, Procureur général, Comité Olympique national italien (CONI)
- Keri McDonald**, TAFISA, Responsable du développement commercial et de la collecte de fonds
- 10 h 30 - 12 h 10** **Thème b) : Partenariats pour la mise en œuvre de la bonne gouvernance**
- 10 h 30 – 10 h 40** **Rowland Jack**, I Trust Sport, Fondateur
- 10 h 40 – 11 h 10** **Seconde discussion avec les panellistes susmentionnés**
- 11 h 10 – 12 h 10** **Débat avec participation du public**
- Les organismes sportifs, les fédérations et les gouvernements sont invités à discuter des moyens envisagés pour mettre en œuvre des modèles de bonne gouvernance au niveau national.
- 12 h 10 - 12 h 30** **Allocutions de clôture de :**
- Michele Sciscioli**, Chef du Département des Sports, Italie
- Stanislas Frossard**, Conseil de l'Europe, Secrétaire exécutif de l'APES, et **Francine Hetherington Raveney**, Secrétaire exécutive adjointe de l'APES
- Gianluca Alberini**, Ministre plénipotentiaire, Directeur général adjoint, Directeur des Nations unies et des droits de l'homme, Ministère italien des affaires étrangères

Annexe II – Liste des participants

SPEAKERS / ORATEURS

Mme Valentina Vezzali, sous-secrétaire aux sports, Italie

Mr Bjørn Berge, Conseil de l'Europe, Secrétaire général adjoint

Mr Gianluca Alberini, Ministre plénipotentiaire, Directeur général adjoint, Directeur pour les Nations Unies et les droits de l'homme, Ministre des Affaires étrangères, Italie

Mr Michele Sciscioli, Chef du Département du sport, Italie

Mr Roberto Ribaldo, Director, Economic and Financial Crime Division INTERPOL, SCIP Police International Cooperation, Ministry of Interior, Italy

Ms Maria Vittoria De Simone, Deputy National Prosecutor, DNA Italian Antimafia Agency, G20 Italian Task Force, Italy

Mr Paolo Bertaccini Bonoli, Independent researcher and adviser for policy making (IISSS Institute), Advisor on Sport Integrity to G20 Italian Presidency, Italy

Mr Alexandre Husting, Chair of the EPAS Governing Board

Ms Satu Heikkinen, Senior Ministerial Adviser, Division for Sport, Ministry of Education and Culture, Finland

Ms Silvija Mitevaska, Advisor for Sports, Government of the Republic of North Macedonia

Mr Philipp Müller-Wirth, Chief of the Sport Section, Sector for Social and Human Sciences, Unesco

Ms Viktoria Slavkova, Chair of the European Contact Group on IPACS

Mr Eric Bisschop, Vice-Federal Prosecutor, Head of Organised Crime Unit, Belgium

Ms Tatiana Mesquita Nunes, Public Attorney, Anti-Corruption Division, Extrajudicial Issues Department, General Attorney's Office, Brazil

Ms Pâquerette Girard Zappelli, Chief Ethics and Compliance Officer, International Olympic Committee (IOC)

Mr Ugo Taucer, General Prosecutor, Italian National Olympic Committee (CONI), Italy

Ms Jason Whybrow, Director, Sports Wagering and Competition Manipulation, Sport Integrity Australia

Mr Claudio Marinelli, Criminal Intelligence Officer, Anti-corruption coordinator, Organized and Emerging Crime Directorate, INTERPOL

Mr Corentin Segalen, Coordinator of the French National Platform on the Manipulation of Sport Competitions, Chair of the Group of Copenhagen, France

Ms Salomeja Zaksaitė, Senior Researcher, Law Institute of the Lithuanian Centre for Social Sciences, Chairperson at FIDE (World Chess Federation), Fair Play Commission, Lithuania

Mr Sergio D'Orsi, Head of Office, Analysis Project Sports Corruption, European Financial and Economic Crime Centre (EFECC), EUROPOL

Mr Daniel Cooper, Consultant, Covington & Burling LLP, Brussels, Belgium

Mr László Földi, Independent Expert, Democratic Citizenship and Human Rights, Hungary

Ms Valérie Peano, Attorney at law, Founding partner EGLA, Italy

Mr Stefano Caneppele, University of Lausanne, School of Criminal Justice, Switzerland

Ms Keri McDonald, Business Development and Fundraising Manager, The Association For International Sport for All (TAFISA)

Mr Rowland Jack, Founder I Trust Sport Ltd, London, United Kingdom

Ms Izadora Zubek, Chargée de mission adjointe à l'action internationale, Agence française anticorruption (AFA), Paris, France

Mr Stanislas Frossard, Council of Europe, Executive Secretary of EPAS

Ms Sophie Kwasny, Council of Europe, Head of the Sport Conventions Division

Ms Francine Hetherington Raveney, Deputy Executive Secretary of EPAS

VIEWERS / *SPECTATEURS*

Ms Alma Papic, SPOC for Integrity in Sport, Croatian Olympic Committee, Croatia

Mr Andersen Jens Sejer, International Director "Play the Game"

Mr Gjeloshaj Kolë, Deputy Secretary General, International School Sport Federation (ISF)

Mr Rauch Wilhelm, Head of legal department, Federal office of sport FOSPO, Switzerland

Mr Kozhevnikov Kirill, Deputy Director of Department, Ministry of Sport of the Russian Federation

Mr Lichtenhein Mark, Chairman, Sports Rights Owners Coalition (SROC)

Mr Briel Laurent. Policy Director, ENGSO

Mr Chesnokov Andriy, Deputy Minister for Youth and Sports for European Integration, Ministry of Youth and Sports, Ukraine

Mr Vasović Velibor, Head of the Department for International Cooperation and Sports Development, Ministry of Civil Affairs, Bosnia and Herzegovina

Mr Kirkeby Mogens, ISCA President - International Sport and Culture Association

Mr Delfini Davide, Membership Manager, GAISF

Ms Le Beuve Marie, Stagiaire, Comité Olympique européen

Mr Chapov Georgi, State expert, Integrity Specialist, Ministry of Youth and Sports, Bulgaria

Mr Yu Hao-chyun, Data analyst, Saturday Football International FC, Taiwan

Ms Orologopoulou Konstantina, IPACS and Governance Coordinator, International Olympic Committee

Mr Feller Markus, Responsible for Ethics in Sport, Federal Office of Sport, Switzerland

Ms Timofeeva Maria, Adviser, Ministry of Sport of the Russian Federation

Ms Aranzhii Anna, Deputy Head of International Cooperation and European Integration Department, Ministry of Youth and Sports, Ukraine

Ms Baramidze Teo. Senior Specialist of Administration, Ministry of Culture, Sport and Youth Affairs, Georgia

Mr Farnberger Claus, Senior adviser, Austrian Ministry of Arts, Culture, Civil Service and Sport, Austria

Ms Van Mastrikt Rivka, Policy advisor, Ministry of Health, Welfare and Sport, The Netherlands

Ms Spindler-Oswald Barbara, Senior Expert, Federal Ministry for Arts, Culture, the Civil Service and Sport, Austria

Mr Udovicic Darko, Assistant Minister for Sport, Ministry of Youth and Sports, Republic of Serbia

Mr Carletti Andrea, Public official, Department for sport, Italy

Mr Monnanni Massimiliano, Chairman, ASILO SAVOIA, Italy

Mr Dookeran Winston, Professor of Practice, The University of the West Indies, Trinidad and Tobago

Ms Capranica Laura, Professor, University of Rome Foro Italico, Italy

Mr Tanteri Antonello, Direttore operative, Pol. Dil. Montespaccato, Italy

Mr Casamassima Davide, Student Università degli studi di Roma "Foro Italico", Italy

Ms Rakotozafy Rosa, Présidente CIGEPS, Madagascar

Mr Ralaivao Lovatiako Desange, Secrétaire général, Ministère de la Jeunesse et des sports, Madagascar

Mr Andriamalazavola Gael Jacques, Directeur, Ministère de la Jeunesse et des sports, Madagascar

Mr Andriterakandriana Aina, Directeur du sport de haut niveau, Ministère de la Jeunesse et des sports, Madagascar

Mr Paine Steve, Betting Integrity Lead, UK National Platform Coordinator, Gambling Commission, United Kingdom

Mr Anesi Francesco, Ambassador, GSIC/Global Sport Innovation Centre powered by Microsoft, Italy/Spain

Mr Titotto Francesco, Presidente, T&T Sport Network, Italy

Mr Mayr Gabriel, Consultant, Brazil

Mr Battaglia Guido, Head of Policy and Outreach, Centre for Sport and Human Rights

Mr Solomou Costas, Head of National sports programs, Cyprus sports organization CSO, Cyprus

Mr Koutsioundas Vassos, Cyprus Sports Organization CSO, Cyprus

Ms Pranjic Ivana, Project Officer, Croatian Olympic Committee, Croatia

Ms Kagaoan Maria Ruby Ann, Asia Committee Director, Confederation of Independent Football Associations (CONIFA), Philippines

Mr Ubaidulloev Zubaidullo, Senior Research Fellow, Institute of Global Medical and Sports Science, Japan

Mr Paniadimai Justin Antony, Executive Director, Knowledge Foundation, India

Ms Dimitropoulou Georgia, Crime Prevention and Criminal Justice Officer, UNODC

Ms Markov Marina, National Programme Officer, OSCE Mission to Serbia, Serbia

Ms Cosentino Eleonora, Independent Expert, Department for Sport, Italy

Mr Piraino Giuseppe, referente sport4impact area pilota Palermo, Italy

Mr Moritzer Severin, CEO, Play Fair Code

Mr Verovnik Zoran, Secretary for International Affairs, Ministry of Education, Science and Sport, Slovenia

Mr Celani Mario, Director of the Sports Society Metanopoli Sports clubs (Direttore Società Sportiva Metanopoli Società sportive), Italy

Mr Cavojs Jakub, Integrity officer, Slovak Football Association, Slovak Republic

Ms Tchinda Francine, Directrice Développement et Entraîneuse de Beach Volley, CAVB -ZONE4 (Afrique centrale) et FCVB (Cameroun), Cameroun

Ms Slepíčková Irena, Professor, Charles University, Czech Republic

Ms Krushkina Velina, Expert, Ministry of Youth and Sports, Bulgaria

Ms Tomczyk Paulina, General Secretary, EU Athletes

Mr Di Cola Giovanni, Special Adviser, International Labour Organization (ILO)

EPAS(2021)72

Mr Buchel Michal, CEO, International SAMBO Federation (FIAS)

Ms Twyford Elizabeth, Sports Programmes Specialist, UNICEF UK

Ms Tumber Judy, Sport Integrity Manager, UK Sport, United Kingdom

Ms Pancheva Denitsa, Head of Unit International Cooperation, Ministry of Youth and Sports, Bulgaria

Mr Deshpande Abhishek, Crime Prevention and Criminal Justice Associate, UNODC

Mr Quamie G Andy, Safety and Security Officer, Confederation of African Football (CAF), Liberia

Mr Igual Alex, Project Coordinator, International Centre for Sports Security (ICSS)

Ms Lacarrière Sarah, Integrity Policy Specialist, UEFA

Mr Nicola Luca, Head of NA Governance & Global Institutions, UEFA

Mr Calvi Ludovico, President, Global Lottery Monitoring System, Italy

Ms Petkovic Sladjana, Senior Consultant, Pool of European Youth Researchers (PEYR Advisory Group), Montenegro

Ms Cohen Donna, Attorney, Donna Cohen Strategies, United States of America

Ms Bistrickaite Ramune, Head of Integrity, Lithuanian Football Federation, Lithuania

Mr Maiyegun Olawale, Senior Adviser, Centre for Sport and Human Rights, United States of America

Mr Frisö-Grön Daniel, Coordinator against match fixing, Swedish Gambling Authority, Sweden

Mr Ketterer Pierre, Director, Governance, Integrity & Regulatory Affairs, FIA - Fédération Internationale de l'Automobile

Ms Trandafir Mariana, Coordinator UEFA

Ms Tsitsagi Shorena, Acting Head of International Relations Department, Ministry of Culture, Sport and Youth, Georgia

Mr Begović Marko, Acting Director, Directorate for Sports and Youth, Montenegro

Ms Yanagiha Saki, Grant Coordinator, Embassy of Japan in Cambodia

Mr Moreno Diego, Graduate student, Otago University, New Zealand

Ms Domina Alona, Senior lecturer, Olympic Institute Kyiv, Ukraine

Mr Grothaus Frank, Senior International Relations & Public Affairs Manager, FIFA

Ms Vasileiadou Christina, EU Official, European External Action Service, Belgium

Mr Viertola Juha, Member of the Ethics Commission, European Olympic Committees (EOC)

Ms Idriss Ayishatu Farida, Administrative Manager, Ghana Olympic Committee

Mr Tinong Brian, Soccer Coach, next level Sports Academy, Cameroon

Ms Sulander Heidi, Counsellor for Sport, Permanent Representation of Finland to the EU, Finland

Mr Alexandrakis Evangelos, National Olympic (NOC) Relations Contact Manager, International Olympic Committee (IOC)

Ms Baze Elvira, Head of Projects on Sport Sector, Ministry of Education and Sport, Albania

Ms Scacchi Giulia, Associate Project Officer, Unesco

Mr Juma Byron, Researcher/Doc Student, University of Illinois at Urbana-Champaign, United States of America

Mr Bovolenta Ennio, Head of Integrity, Fédération Internationale de Football Association (FIFA)

Ms Newsome Beatrix, Intern- Social and Human Sciences, Unesco

Mr Jaberg Oliver, Deputy Chief Legal & Compliance Officer and Director of Integrity & Anti-Doping, Fédération Internationale de Football Association (FIFA)

Ms Mickovicova Adriana, Senior State Adviser, Ministry of Education, Science, Research and Sport, Slovak Republic

Mr Sedrakyan Artur, Head of the Department of Sports of higher achievements, Ministry of Education, Science, Culture and Sport, Armenia

Ms El Fitory Achrakat, Stagiaire, Unesco

Ms Trenta Arianna, Student, University of Rome "Foro Italico", Italy

Mr Stea Francesco, Student "Foro Italico" Rome, Italy

Ms Bright Lerina, Executive Director, Mission 89, Switzerland

Mr Guia Diogo, Chief Operating Officer & Director, ICSS INSIGHT

Ms Smrdu Maja, Ethics commission, The European Olympic Committees (EOC)

Mr Figliolia Riccardo, Legal Adviser (Avvocato Confimi Industria), Italy

Ms Gomes Daniela, Development Director, World Rowing

Ms Radchuk Nataliia, Head of Department of International Cooperation and European Integration, Ministry of Youth and Sports, Ukraine

Ms Carrillo Karla, Community Manager, De Zaguero y Sin Bloqueo, Mexico

Ms Vettorato Sabrina, Researcher, IIISSS, Italy

Ms Mwende Maureen, Sport Ethics and Integrity graduate, MAiSI Alumni, Kenya

Mr Gracia Jean, Premier Vice President, European Athletics

Ms Nabono Juliana, MAiSI Alumni, MAiSI Alumni Network, Brazil

Mr Gogoi Pinak, Directors Sports, Centre for Integrated Sports Learning, India

Mr Bertrand Virgile, Sailor, 2.4 National Class Association, Hong Kong

Mr Warners Chiel, Information Coordinator, National Platform, The Netherlands

Mr Perez de Camino Santiago, Head of the Church and Sport Office, Holy See

Mr Lekayo Dennis, Investigator/Prosecutor, The Prevention and Combating of Corruption Bureau, Tanzania

Mr Rosa Vítor, Professor/Researcher, University Lusofona, Portugal

Mr De Clercq Simon, Policy Developer, International Centre for Ethics in Sport (ICES)

Ms Casteels Christine, Senior policy advisor, Belgian Federal Judicial Police - Sports Fraud Team, Belgium

Ms Ricchiuto Lorena, Student, University of Rome "Foro Italico", Italy

Mr Delaye Thomas, Head of Legal and Governance, Badminton World Federation

Mr Lima Francisco, Director Governance & Institutional Affairs, International Equestrian Federation

Mr Ndlanla Dumisani, Organized crime and counter terrorism, Police Service, Eswatini

Ms Bah Ida, Advocacy Officer, National Sports Council, The Gambia

Mr Friedmann Rémy, Senior Advisor, Federal Department of Foreign Affairs, Switzerland

Ms Lenoa Makarita, President, Association of Sport and National Olympic Committee, Fiji

Mr Angelini Alvise, Senior Policy Advisor & Sport Secretary, The European Lotteries

Mr Gutierrez Carlos, Project Manager, CSCF Foundation for Sport Integrity, Hungary

Mr Seno Fredrick, Senior Compliance & Training Officer, Botswana NOC, Botswana

Mr Schindler Benjamin, Legal Affairs Manager, FIBA

Ms Vieira Lígia, Jurist, Institute of Sport and Youth, Portugal

Ms Lozancic Lea, President, European Institute of Sport Development, Kinesiology and Health, Croatia

Mr Hristo Hristozov, National Director, Special Olympics

Mr Mavrotas George, Secretary General of Sport, Ministry of Culture and Sport, Greece

Mr Nujeidat Ghazi, Sport Supervisor and International Affairs Coordinator, Ministry of Culture and Sport, Israel

Mr Mir Cristián, International Affairs Council, Sports Ministry, Chile

Ms Aderonke Bello, Executive Director, FAME Foundation, Nigeria

Ms Kuwelker Surbhi, Lawyer, PhD Candidate, University of Neuchatel, Switzerland

Ms Clarke Maria, Sports Lawyer, Maria Clarke Lawyers, Member of IPACS Taskforce 3, New Zealand

Ms Nerea Lorine, Chief Legal Officer, Sports Kenya

Mr Walzel Stefan, Secretary General, European Association for Sport Management (EASM)

Ms Paleari Silvia, Senior Public Affairs Manager, International Betting Integrity Association, Belgium

Mr Lorcher Beaudran Jonathan, Project officer, Unesco

Mr Chatzopoulos Ioannis, PhD in Sport Exercise and Health Sciences, Loughborough University, Alumni Association, United Kingdom

Mr Ngo Olivier, Adjoint à la Cheffe de Mission des affaires européennes et internationales, Ministère des Sports, France

Mr Lamboy Jaime, Head of Legal Affairs, Fédération International de Basketball (FIBA)

Mr El zein Rayane, Membre du Secrétariat de la Convention Internationale contre le dopage dans le sport, Unesco

Mr Yamaraja Bernard, Founder Bernard Batubara Writing Consultancy, Indonesia

Mr Chaalal Moulay, General Secretary, The National Body of Prevention and Fight against Corruption, Algeria

Mr Sanchez de Toca Melchor, Undersecretary Pontifical Council for Culture, Holy See

Mr Pereira Carlos, Member of the Board of Directors, Portuguese Institute of Sports and Youth, Portugal

Ms Bikovska Dragana, Adviser to the Deputy Prime Minister in charge of fight against corruption and crime, Sustainable Development and Human Resources, North Macedonia

Mr Antypov Anton, Expert on Anti-corruption, Ministry of Youth and Sport, Ukraine

Mr Carvalho André, Senior Technician, Institute of Sport and Youth - National Plan for Ethics in Sport (NPES), Portugal

Ms Gorgol Katarzyna, Regulatory Counsel, International Olympic Committee (IOC)

Mr McNamee Mike, Professor of Ethics, KU Leuven, Belgium

Mr Agosta Guglielmo, Middle Executive, Department of sports, Italy

EPAS(2021)72

Mr East Jocelyn, Manager, Sport Canada, Department of Canadian Heritage, Canada

Mr Decelis Andrew, Senior Lecturer/Adviser Parliamentary Sec. for Sport, Recreation & Voluntary Organisations, Ministry for Inclusion & Social wellbeing, Malta

Mr Presenti Carlo, Director General, Presidency of the Council of Ministers, Italy

Ms Gonzalez Astrid, International Cooperation Assistant, National Authority of Transparency and Information Access, Panama

Mr Mehra Neeraj Kumar, Founder and President, National Council of Sports Science and Physical Education (NCSPE), India

Ms Gladys Bequer Diaz, Dr. C Sciences of Physical Culture, University of Sciences of Physical Culture and Sport, Cuba

Ms Callo Simona, Secretary General, Panathlon International

Mr Romero Dario, Physical Education Teacher, S.a.f.y.d, Argentina

Mr Okorie Emmanuel, Legal Practitioner, Loisa & Korie LLP, Nigeria

Mr Jagodic Anton, Consultant, The European Olympic Committees (EOC)

Mr Yu Hao-Chyun, Research student, National University, Taiwan

Ms Schenk Sylvia, Lawyer Transparency International

Mr Juhola Markus, Executive Manager, Jalkapallon pelaajayhdistys, Finland

Mr Romanovskis Ronalds, Expert, Sport Department, Ministry of Education and Science, Latvia

Mr Foday Haroun Sankoh, Director and founder of Sierra Leone Students Games Association, Sierra Leone

Mr Njie Yorro, Director, University of Gambia, The Gambia

Mr Mendy Philip E.L., Accountant, Mayork senior secondary school, The Gambia

Mr Boolaky Natishsingh, Sports Officer, Ministry of Youth Empowerment, Sports and Recreation, Mauritius

Ms Jansen Anne, Senior Manager, Government Liaison, WADA

Mr Jagana Muhammad M., Treasurer, Gambia National Olympic Committee, The Gambia

Mr Murshed Adib, Lord Governor, Municipalities of Greater Jerusalem, Israel

Mr Bin Salem Faisal, Legal Advisor, Ministry of Sports, Saudi Arabia

Ms Ilie Claudia, Anti-Doping Manager, Sportradar

Mr Antonini Cesare, Product Manager, Gioconews.it, Italy

Ms Chiriac Natalia, Sports Law Counsel, Football Association of Moldova

Ms Kassoumi Agathi, Sports Advisor to the Greek General Secretary of Sports, General Secretariat of Sports, Greece

Ms Fasciolo Sabina, Chief Compliance Officer, Ferrari NV, Italy

Mr Hawkins Ed, Governance Consultant, Trust Sport, United Kingdom

Mr Braekeveld Dieter, Training Officer, INTERPOL

Mr Luy Edouard Emile, responsable de l'intégrité et de l'éthique dans les sports motonautiques UIM, Suisse

Mr Kumar Prashant, Student MAISI, Spain

Mr Srivardhana Apiwat, Deputy Secretary General, National Olympic Committee, Thailand

Ms Aghedo Osazemen, Student, KU Leuven, Belgium

Mr Hamimaz Mohamed, Directeur du Sport, Ministère de l'éducation nationale et du préscolaire et des sports, Maroc

Ms Melo Angela, Director of programmes and policies at SHS, Unesco

Mr Labbardi Brahim, Adjoint au Directeur du Sport, Ministère de l'éducation nationale du préscolaire et des sports, Maroc

Mr Carpenter Kevin, Principal, Captivate Legal & Sports Solutions, United Kingdom

Ms Elena Bellistracci, Communication Manager, ResPublic Associates, Italy

Ms Reynertz Frederique, Managing Director, FRConsulting, Monaco

Mr Almeida João Paulo, Director General, Olympic Committee of Portugal

Mr Montanari Massimiliano, CEO, International Centre for Sport Security (ICSS)

Mr Mota Filho Antonio, Intern, Unesco

Mr Baumann Wolfgang, Secretary General, The Association For International Sport for All (TAFISA)

Ms Conti Daniela, UISP APS - Unione Italiana Sport Per tutti, Italy

Ms Shapakidze Manana, Ministry of Culture, Sport and Youth, Georgia

Mr Altun Bulut, Youth and Sports Expert, Ministry of Youth and Sports, Turkey

Ms Miloš Lončar Klaudia, Chief Sport Inspector, Ministry of Tourism and Sports, Croatia

Mr Sodržnik Janez, Board Member & Vice President, The Association For International Sport for All (TAFISA), NOC Slovenia

Mr Pinto Harry, National Authority for Transparency and Access to Information, Republic of Panama

Ms Mammadova Matanat, Head of Division of the International Relations Department, Ministry of Youth and Sport, Azerbaijan

Mr Vallimae Henn, Estonian Center for Integrity in Sports, Estonia

Ms Gödek Yasemin, Expert on Youth and Sports, Ministry of Youth and Sports, Turkey

Mr Foley-Train Jason, Independent Betting Integrity Policy, Analytics & Communications Adviser/Consultant, Brighton, United Kingdom

Mr Barre Titouan, Ministère des sports, France

Mr Roos Kalle, Estonian Centre for Integrity in Sports

Ms Goron Alice, Ministry of Sports, France

**COUNCIL OF EUROPE'S SECRETARIAT /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Caroline Larghi, Administrative support assistant, EPAS Secretariat

Ms Emma Zanichelli, EPAS Communication assistant

Ms Rui Françoise, Administrative assistant, EPAS Secretariat

Ms Despina Tramountani, Administrative support assistant, EPAS Secretariat

PRESS / PRESSE

Ms Scillia Monica, Journalist, Agipronews, Italy

Mr Vana Matteo, Journalist, Agipronews, Italy

Mr Melli Marco, Agenzia di stampa - Dire, Italy

Mr Montolivo Andrea, Italian Sports Journalist and Correspondent, Agencia EFE, Spain

Mr Tani Nicola, AGIPRO, Italy

Ms Rengo Anna Maria, Journalist, Gn Media Srl, Italy

Mr Duso Daniele, Journalist, GN Media, Italy

Mr Crisantemi Alessio, Editor Gn Media / Gioco News, Italy

Ms Mancosu Francesca, Journalist, Gn Media, Italy

Ms Primavera Erika, Journalist, Agenzia Dire, Italy

Mr Valenti Paolo, Journalist, Transparency International, Italy

Mr Addae Kofi, Media Officer, ESBS, Spain

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms Jennifer Fearnside

Mr Phillip Hill

Ms Mireill Gastaldi

Ms Susanna Majoli

Ms Rosita Lagravinese

Ms Annamaria Vaccari

Ms Valerie Conklin

Ms Marta Ercolani

Ms Antonella Luccarini

Ms Elise Melot

Ms Simonetta Gasperini

Ms Loredana Gherardini